

SOMMAIRE DU 24 AVRIL 2020

Pages

CONSEIL DE PARIS

Réunion du Conseil de Paris le mardi 28 avril 2020	1174
Nouvelle composition du Groupe « les Républicains et Indépendants » (26 élus)	1174
Nouvelle composition du Groupe « 100 % PARIS » (20 élus).....	1174

VILLE DE PARIS

RECRUTEMENT ET CONCOURS

Désignation des membres du jury du concours sur titres pour l'accès au corps des maître-sse-s de conférences de l'École Supérieure de Physique et de Chimie Industrielles de la Ville de Paris (Arrêté du 20 avril 2020).....	1174
Modification de la date d'ouverture et de la période d'inscription aux concours externe et interne pour l'accès au corps des adjoint-e-s techniques d'administrations parisiennes — grade d'adjoint-e technique principal-e de 2 ^e classe — dans la spécialité électrotechnicien-ne (Arrêté du 20 avril 2020)	1175
Modification de la période d'inscription au concours externe et au concours interne pour l'accès au corps des adjoint-e-s administratif-ve-s d'administrations parisiennes (Arrêté du 20 avril 2020).....	1175
Ouverture d'un concours externe et d'un concours interne pour l'accès au corps des technicien-ne-s supérieur-e-s d'administrations parisiennes — grade de technicien-ne supérieur-e principal-e — dans la spécialité construction et bâtiment (Arrêté du 20 avril 2020)	1176
Ouverture d'un concours externe et d'un concours interne pour l'accès au corps des adjoint-e-s techniques d'administrations parisiennes — grade d'adjoint-e technique principal-e de 2 ^e classe — dans la spécialité jardinier (Arrêté du 20 avril 2020).....	1177
Ouverture d'un concours externe et d'un concours interne pour l'accès au corps des préposé-e-s de la Ville de Paris (Arrêté du 21 avril 2020).....	1177

PRÉFECTURE DE POLICE

TRANSPORT - PROTECTION DU PUBLIC

Arrêté n° 2020 T 10988 modifiant, à titre provisoire, les règles de stationnement boulevard de la Bastille, à Paris 12 ^e (Arrêté du 20 avril 2020).....	1178
Arrêté n° 2020 T 10996 modifiant, à titre provisoire, les règles de stationnement et de circulation dans certaines voies ou portions de voies, à Paris (Arrêté du 21 avril 2020).....	1178
Annexes 1 et 2 : listes des voies ou tronçons de voies concernés	1179
Arrêté n° 2020 P 10901 modifiant l'arrêté n° 2019 P 16716 portant interdiction d'arrêt et/ou de stationnement sauf aux véhicules affectés aux services de Police aux abords du commissariat du 13 ^e arrondissement, à Paris (Arrêté du 20 avril 2020).....	1179
Arrêté n° 2020 P 10973 interdisant la circulation à tous les véhicules sauf aux véhicules de secours et aux cycles le long de l'hôpital Lariboisière boulevard de la Chapelle, à Paris 10 ^e (Arrêté du 21 avril 2020).....	1180

COMMUNICATIONS DIVERSES

LOGEMENT ET HABITAT

Autorisation de changement d'usage , avec compensation, d'un local d'habitation situé 5, avenue Montaigne, à Paris 8 ^e	1180
Autorisation de changement d'usage , avec compensation, d'un local d'habitation situé 21, rue François 1 ^{er} , à Paris 8 ^e	1180
Autorisation de changement d'usage , avec compensation, d'un local d'habitation situé 14-16, boulevard Maiesherbes, à Paris 8 ^e	1181
Autorisation de changement d'usage , avec compensation, d'un local d'habitation situé 20, rue Saint-Pétersbourg, à Paris 8 ^e	1181

Autorisation de changement d'usage, avec compensation, d'un local d'habitation situé 18, rue Washington, à Paris 8^e 1181

POSTES À POURVOIR

Direction de l'Action Sociale, de l'Enfance et de la Santé. — Avis de vacance d'un poste d'infirmier (F/H)... 1182

Direction de la Démocratie, des Citoyen-ne-s et des Territoires. — Avis de vacance d'un poste d'attaché d'administrations parisiennes (F/H) 1182

Direction des Affaires Culturelles. — Avis de vacance de deux postes d'attaché d'administrations parisiennes (F/H) 1182

Direction de l'Urbanisme. — Avis de vacance d'un poste d'attaché d'administrations parisiennes (F/H) 1182

Centre d'Action Sociale de la Ville de Paris. — Avis de vacance de deux postes d'attaché d'administrations parisiennes (F/H) 1182

Caisse des Écoles du 13^e arrondissement. — Avis de vacance d'un poste de catégorie C — Adjoint Technique, spécialité Restauration (F/H) 1184

Caisse des Écoles du 15^e arrondissement. — Avis de vacance d'un poste de catégorie C — Gestionnaire Ressources Humaines (F/H) 1184

CONSEIL DE PARIS

Réunion du Conseil de Paris le mardi 28 avril 2020.

Le Conseil de Paris se réunira à l'Hôtel-de-Ville le mardi 28 avril 2020 à 9 heures 30.

En application de l'ordonnance n° 2020-391 du 1^{er} avril 2020 le caractère public de la séance sera assuré par la diffusion des débats en direct sur Paris.fr.

L'ordre du jour de la séance comprendra un débat et un projet de délibération.

La Maire de Paris

Anne HIDALGO

Nouvelle composition du Groupe « les Républicains et Indépendants » (26 élus).

- Mme Michèle ASSOULINE
- Mme Alix BOUGERET
- M. Geoffroy BOULARD
- Mme Delphine BÜRKL
- M. Stéphane CAPLIEZ
- Mme Marie-Claire CARRERE-GEE, Présidente
- M. Pierre CHARON
- M. Grégoire CHERTOK
- M. François-David CRAVENNE, vice-président
- Mme Rachida DATI
- Mme Emmanuelle DAUVERGNE
- M. Bernard DEBRÉ
- Mme Catherine DUMAS
- Mme Agnès EVREN
- M. Jean-Baptiste de FROMENT
- M. Jean-Jacques GIANNESINI, vice-président délégué

- Mme Danièle GIAZZI
- M. Claude GOASGUEN
- Mme Jeanne d'HAUTESERRE
- Mme Brigitte KUSTER
- M. Jean-Pierre LECOQ
- Mme Catherine LECUYER
- M. Franck LEFEVRE
- Mme Valérie MONTANDON
- M. Frédéric PÉCHENARD
- M. Atanase PÉRIFAN.

Nouvelle composition du Groupe « 100 % PARIS » (20 élus).

- Mme Florence BERTHOUT
- M. Pierre-Yves BOURNAZEL, Président
- M. Jean-Didier BERTHAULT
- Mme Gypsie BLOCH
- Mme Julie BOILLOT
- Mme Anne-Charlotte BUFFETEAU
- Mme Sylvie CEYRAC
- Mme Claire de CLERMONT-TONNERRE
- M. Daniel-Georges COURTOIS
- Mme Nathalie FANFANT
- M. Pierre GABORIAU
- Mme Edith GALLOIS
- M. Philippe GOUJON
- M. Christian HONORÉ
- Mme Ann-Katrin JEGO
- M. Jean-François LAMOUR
- M. Jean-François LEGARET
- M. Jean-Baptiste MENGUY
- Mme Anne-Constance ONGHENA
- Mme Dominique STOPPA-LYONNET.

VILLE DE PARIS

RECRUTEMENT ET CONCOURS

Désignation des membres du jury du concours sur titres pour l'accès au corps des maître-esse-s de conférences de l'École Supérieure de Physique et de Chimie Industrielles de la Ville de Paris.

La Maire de Paris,

Vu la loi n° 83-634 du 13 juillet 1983 modifiée, portant droits et obligations des fonctionnaires, ensemble la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984 modifiée, portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale, notamment son article 118 ;

Vu la loi n° 84-16 du 11 janvier 1984 modifiée, portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique de l'Etat, notamment son article 20 ;

Vu le décret n° 94-415 du 24 mai 1994 modifié, portant dispositions statutaires relatives aux personnels des administrations parisiennes ;

Vu le décret n° 2013-593 du 5 juillet 2013 relatif aux conditions générales de recrutement et d'avancement de grade et portant dispositions statutaires diverses applicables aux fonctionnaires de la fonction publique territoriale ;

Vu la délibération D. 2129-1^o des 10 et 11 décembre 1990 modifiée fixant le statut particulier applicable au corps des maître-esse-s de conférences de l'École Supérieure de Physique et de Chimie Industrielles de la Ville de Paris ;

Vu l'arrêté du 3 février 2020 relatif à l'ouverture d'un concours sur titres pour l'accès au corps des maître-sse-s de conférences de l'École Supérieure de Physique et de Chimie Industrielles de la Ville de Paris à partir du 8 juin 2020 dans la discipline Chimie organique ;

Arrête :

Article premier. — Le jury du concours sur titres pour l'accès au corps des maître-sse-s de conférences de l'École Supérieure de Physique et de Chimie Industrielles de la Ville de Paris ouvert, à partir du 8 juin 2020, pour 1 poste dans la discipline Chimie organique est constitué comme suit :

— M. Louis FENSTERBANK, Professeur à Sorbonne Université, Président ;

— Mme Anne VARENNE, Professeur à l'École Nationale Supérieure de Chimie de Paris, Présidente suppléante ;

— M. Christophe MEYER, Directeur de recherche au Laboratoire de Chimie moléculaire, macromoléculaire et matériaux à l'École Supérieure de Physique et de Chimie Industrielles de la Ville de Paris ;

— M. Costantino CRETON, Directeur de la recherche à l'École Supérieure de Physique et de Chimie Industrielles de la Ville de Paris ;

— Mme Florence MARY, Adjointe au Maire d'Ermont ;

— Mme Françoise KERN, Adjointe au Maire de Pantin.

Art. 2. — Les fonctions de secrétaire de jury seront assurées par Mme Vanessa LOIRET, secrétaire administratif d'administrations parisiennes à la Direction des Ressources Humaines (Bureau du recrutement).

Art. 3. — Le-la premier-ère membre titulaire de la Commission Administrative Paritaire n° 25, groupe 3, pourra représenter le personnel durant le déroulement de l'épreuve d'admission du concours. Toutefois, il-elle ne pourra pas participer à l'attribution des notes et aux délibérations du jury. En cas d'indisponibilité, il-elle pourra être remplacé-e par son-sa suppléant-e.

Art. 4. — La Directrice des Ressources Humaines est chargée de l'exécution du présent arrêté.

Fait à Paris, le 20 avril 2020

Pour la Maire de Paris
et par délégation,

La Sous-Directrice des Compétences

Céline LAMBERT

Modification de la date d'ouverture et de la période d'inscription aux concours externe et interne pour l'accès au corps des adjoint-e-s techniques d'administrations parisiennes — grade d'adjoint-e technique principal-e de 2^e classe — dans la spécialité électrotechnicien-ne.

La Maire de Paris,

Vu la loi n° 83-634 du 13 juillet 1983 modifiée, portant droits et obligations des fonctionnaires, ensemble la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984 modifiée, portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale, notamment son article 118 ;

Vu la loi n° 84-16 du 11 janvier 1984 modifiée, portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique de l'Etat, notamment son article 20 ;

Vu le décret n° 94-415 du 24 mai 1994 modifié, portant dispositions statutaires relatives aux personnels des administrations parisiennes ;

Vu le décret n° 2013-593 du 5 juillet 2013 relatif aux conditions générales de recrutement et d'avancement de grade et portant dispositions statutaires diverses applicables aux fonctionnaires de la fonction publique territoriale ;

Vu la délibération DRH 87 des 22 et 23 octobre 2001 modifiée fixant la nature et le programme des épreuves des concours externe et interne pour l'accès au corps des adjoint-e-s techniques d'administrations parisiennes — grade d'adjoint-e technique principal-e de 2^e classe — dans la spécialité électrotechnicien-ne ;

Vu la délibération DRH 108 des 15 et 16 décembre 2003 relative aux modalités d'établissement et d'utilisation des listes complémentaires pour les recrutements par voie de concours ;

Vu la délibération DRH 16 des 16 et 17 juillet 2007 modifiée fixant les dispositions statutaires applicables au corps des adjoint-e-s techniques d'administrations parisiennes ;

Vu la délibération DRH 66 des 16 et 17 juillet 2007 modifiée fixant notamment la liste des spécialités professionnelles exercées par les adjoint-e-s techniques d'administrations parisiennes ;

Vu la délibération DRH 11 des 8 et 9 février 2010 modifiée fixant notamment le règlement général des concours pour l'accès au grade d'adjoint-e technique principal-e de 2^e classe du corps des adjoint-e-s techniques d'administrations parisiennes ;

Vu l'arrêté du 15 janvier 2020 modifié, relatif à l'ouverture des concours externe et interne pour l'accès au corps des adjoint-e-s techniques d'administrations parisiennes — grade d'adjoint-e technique principal-e de 2^e classe — dans la spécialité électrotechnicien-ne à partir du 11 mai 2020 ;

Arrête :

Article premier. — La date d'ouverture des concours externe et interne pour l'accès au corps des adjoint-e-s techniques d'administrations parisiennes — grade d'adjoint-e technique principal-e de 2^e classe — dans la spécialité électrotechnicien-ne, est modifiée et fixée à partir du **29 juin 2020**.

Art. 2. — La période d'inscription des concours externe et interne pour l'accès au corps des adjoint-e-s techniques d'administrations parisiennes — grade d'adjoint-e technique principal-e de 2^e classe — dans la spécialité électrotechnicien-ne, est modifiée et prolongée jusqu'au **29 mai 2020**.

Art. 3. — La Directrice des Ressources Humaines est chargée de l'exécution du présent arrêté.

Fait à Paris, le 20 avril 2020

Pour la Maire de Paris
et par délégation,

La Sous-Directrice des Compétences

Céline LAMBERT

Modification de la période d'inscription au concours externe et au concours interne pour l'accès au corps des adjoint-e-s administratif-ve-s d'administrations parisiennes.

La Maire de Paris,

Vu la loi n° 83-634 du 13 juillet 1983 modifiée, portant droits et obligations des fonctionnaires, ensemble la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984 modifiée, portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale, notamment son article 118 ;

Vu la loi n° 84-16 du 11 janvier 1984 modifiée, portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique de l'Etat, notamment son article 20 ;

Vu le décret n° 94-415 du 24 mai 1994 modifié, portant dispositions statutaires relatives aux personnels des administrations parisiennes ;

Vu le décret n° 2013-593 du 5 juillet 2013 relatif aux conditions générales de recrutement et d'avancement de grade et portant dispositions statutaires diverses applicables aux fonctionnaires de la fonction publique territoriale ;

Vu la délibération DRH 108 des 15 et 16 décembre 2003 fixant les modalités d'établissement et d'utilisation des listes complémentaires d'admission pour les recrutements par voie de concours ;

Vu la délibération DRH 15 des 16 et 17 juillet 2007 portant fixation du statut particulier applicable au corps des adjoints administratifs d'administrations parisiennes ;

Vu la délibération DRH 6 des 3 et 4 février 2020 portant fixation de la nature des épreuves et du règlement des concours externe et interne d'accès au corps des adjoint·e·s administratif·ve·s d'administrations parisiennes, grade d'adjoint·e administratif·ve principal·e de 2^e classe ;

Vu l'arrêté du Maire de Paris du 30 mai 2011 portant règlement général des concours ;

Vu l'arrêté modifié de la Maire de Paris du 6 janvier 2020 portant ouverture d'un concours externe et d'un concours interne pour l'accès au corps des adjoint·e·s administratif·ve·s d'administrations parisiennes, ouverts à partir du 2 juin 2020 ;

Arrête :

Article premier. — A l'article 3 de l'arrêté modifié du 6 janvier 2020 susvisé, *les mots « du 23 mars au 3 avril 2020 » sont remplacés par les mots « du 23 mars au 30 avril 2020 inclus ».*

Art. 2. — La Directrice des Ressources Humaines est chargée de l'exécution du présent arrêté.

Fait à Paris, le 20 avril 2020

Pour la Maire de Paris
et par délégation,

La Sous-Directrice des Compétences

Céline LAMBERT

Ouverture d'un concours externe et d'un concours interne pour l'accès au corps des technicien·ne·s supérieur·e·s d'administrations parisiennes — grade de technicien·ne supérieur·e principal·e — dans la spécialité construction et bâtiment.

La Maire de Paris,

Vu la loi n° 83-634 du 13 juillet 1983 modifiée, portant droits et obligations des fonctionnaires, ensemble la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984 modifiée, portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale, notamment son article 118 ;

Vu la loi n° 84-16 du 11 janvier 1984 modifiée, portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique de l'Etat, notamment son article 20 ;

Vu le décret n° 94-415 du 24 mai 1994 modifié, portant dispositions statutaires relatives aux personnels des administrations parisiennes ;

Vu le décret n° 2013-593 du 5 juillet 2013 relatif aux conditions générales de recrutement et d'avancement de grade et portant dispositions statutaires diverses applicables aux fonctionnaires de la fonction publique territoriale ;

Vu la délibération DRH 108 des 15 et 16 décembre 2003 fixant les modalités d'établissement et d'utilisation des listes complémentaires d'admission pour les recrutements par voie de concours ;

Vu la délibération DRH 47 des 19 et 20 mars 2012 modifiée fixant la nature des épreuves et du programme des concours externe et interne pour l'accès au corps des technicien·ne·s supérieur·e·s d'administrations parisiennes — grade de technicien·ne supérieur·e principal·e dans la spécialité construction et bâtiment ;

Vu la délibération DRH 48 des 13, 14 et 15 juin 2016 fixant les dispositions statutaires communes à divers corps d'administrations parisiennes de catégorie B ;

Vu la délibération DRH 14 des 19 et 20 mars 2012 fixant le statut particulier applicable au corps des technicien·ne·s supérieur·e·s d'administrations parisiennes ;

Vu l'arrêté du Maire de Paris du 30 mai 2011 portant règlement général des concours ;

Arrête :

Article premier. — Un concours externe et un concours interne pour l'accès au corps des technicien·ne·s supérieur·e·s d'administrations parisiennes — grade de technicien·ne supérieur·e principal·e dans la spécialité construction et bâtiment seront ouverts à partir du 21 septembre 2020 et organisés à Paris ou en proche banlieue pour 34 postes.

Art. 2. — La répartition des postes est fixée comme suit :

- concours externe : 23 postes ;
- concours interne : 11 postes.

Art. 3. — Les candidat·e·s pourront s'inscrire par internet sur www.paris.fr/recrutement du 2 juin au 3 juillet 2020 inclus.

Pendant cette même période, les dossiers d'inscription pourront également être retirés et déposés contre la remise d'un accusé de réception à l'accueil du Bureau du recrutement 2, rue de Lobau, 75004 Paris, pendant les horaires d'ouverture (de 9 h à 17 h, excepté les samedis, dimanches et jours fériés). Les demandes d'inscription devront obligatoirement être établies au moyen des dossiers de candidature propres à chaque concours et délivrés par la Ville de Paris. Les demandes de dossiers adressées par voie postale devront être accompagnées d'une enveloppe, format 32 x 22,5 cm libellée aux nom et adresse du·de la candidat·e et affranchie au tarif en vigueur pour 250 g. Seuls seront pris en compte les dossiers d'inscription complets et renvoyés ou déposés pendant la période d'inscription (délai de rigueur, le cachet de la Poste ou du Bureau du recrutement faisant foi).

Art. 4. — La composition du jury sera fixée par un arrêté ultérieur.

Art. 5. — La Directrice des Ressources Humaines est chargée de l'exécution du présent arrêté.

Fait à Paris, le 20 avril 2020

Pour la Maire de Paris
et par délégation,

La Sous-Directrice des Compétences

Céline LAMBERT

Ouverture d'un concours externe et d'un concours interne pour l'accès au corps des adjoint·e·s techniques d'administrations parisiennes — grade d'adjoint·e technique principal·e de 2^e classe — dans la spécialité jardinier.

La Maire de Paris,

Vu la loi n° 83-634 du 13 juillet 1983 modifiée, portant droits et obligations des fonctionnaires, ensemble la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984 modifiée, portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale, notamment son article 118 ;

Vu la loi n° 84-16 du 11 janvier 1984 modifiée, portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique de l'Etat, notamment son article 20 ;

Vu le décret n° 94-415 du 24 mai 1994 modifié, portant dispositions statutaires relatives aux personnels des administrations parisiennes ;

Vu le décret n° 2013-593 du 5 juillet 2013 relatif aux conditions générales de recrutement et d'avancement de grade et portant dispositions statutaires diverses applicables aux fonctionnaires de la fonction publique territoriale ;

Vu la délibération DRH 108 des 15 et 16 décembre 2003 fixant les modalités d'établissement et d'utilisation des listes complémentaires d'admission pour les recrutements par voie de concours ;

Vu la délibération DRH 16 des 16 et 17 juillet 2007 modifiée fixant les dispositions statutaires applicables au corps des adjoint·e·s techniques d'administrations parisiennes ;

Vu la délibération DRH 11 des 8 et 9 février 2010 modifiée fixant notamment le règlement général des concours pour l'accès au grade d'adjoint·e technique principal·e de 2^e classe du corps des adjoint·e·s techniques d'administrations parisiennes ;

Vu la délibération DRH 60 des 15 et 16 novembre 2010 modifiée fixant la nature et le programme des épreuves des concours externe et interne pour l'accès au corps des adjoint·e·s techniques d'administrations parisiennes — grade d'adjoint·e technique principal·e de 2^e classe — dans la spécialité jardinier ;

Vu l'arrêté du Maire de Paris du 30 mai 2011 portant règlement général des concours ;

Arrête :

Article premier. — Un concours externe et un concours interne pour l'accès au corps des adjoint·e·s techniques d'administrations parisiennes — grade d'adjoint·e technique principal·e de 2^e classe — dans la spécialité jardinier seront ouverts à partir du 7 septembre 2020 et organisés à Paris ou en proche banlieue, pour 40 postes.

Art. 2. — La répartition des postes est fixée comme suit :

- concours externe : 26 postes ;
- concours interne : 14 postes.

Art. 3. — Les candidat·e·s pourront s'inscrire par internet sur www.paris.fr/recrutement du 2 juin au 3 juillet 2020 inclus.

Pendant cette même période, les dossiers d'inscription pourront également être retirés et déposés contre la remise d'un accusé de réception à l'accueil du Bureau du recrutement — 2, rue de Lobau, 75004 Paris, pendant les horaires d'ouverture (de 9 h à 17 h, excepté les samedis, dimanches et jours fériés). Les demandes d'inscription devront obligatoirement être établies au moyen des dossiers de candidature propres à chaque concours et délivrés par la Ville de Paris.

Les demandes de dossiers adressées par voie postale devront être accompagnées d'une enveloppe, format 32 x 22,5 cm libellée aux nom et adresse du·de la candidat·e et affranchie au tarif en vigueur pour 250 g.

Seuls seront pris en compte les dossiers d'inscription complets et renvoyés ou déposés pendant la période d'inscription (délai de rigueur, le cachet de la Poste ou du Bureau du recrutement faisant foi).

Art. 4. — La composition du jury sera fixée par un arrêté ultérieur.

Art. 5. — La Directrice des Ressources Humaines est chargée de l'exécution du présent arrêté.

Fait à Paris, le 20 avril 2020

Pour la Maire de Paris
et par délégation,
La Sous-Directrice des Compétences
Céline LAMBERT

Ouverture d'un concours externe et d'un concours interne pour l'accès au corps des préposé·e·s de la Ville de Paris.

La Maire de Paris,

Vu la loi n° 83-634 du 13 juillet 1983 modifiée, portant droits et obligations des fonctionnaires, ensemble la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984 modifiée, portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale, notamment son article 118 ;

Vu la loi n° 84-16 du 11 janvier 1984 modifiée, portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique de l'Etat, notamment son article 20 ;

Vu le décret n° 94-415 du 24 mai 1994 modifié, portant dispositions statutaires relatives aux personnels des administrations parisiennes ;

Vu le décret n° 2013-593 du 5 juillet 2013 relatif aux conditions générales de recrutement et d'avancement de grade et portant dispositions statutaires diverses applicables aux fonctionnaires de la fonction publique territoriale ;

Vu la délibération DRH 108 des 15 et 16 décembre 2003 fixant les modalités d'établissement et d'utilisation des listes complémentaires d'admission pour les recrutements par voie de concours ;

Vu la délibération DRH 44 du 3 octobre 2017 fixant le statut particulier applicable au corps des préposé·e·s de la Ville de Paris ;

Vu la délibération DRH 56 des 25, 26 et 27 septembre 2017 fixant la nature des épreuves et le règlement des concours externe et interne d'accès au corps des préposé·e·s de la Ville de Paris ;

Vu l'arrêté du Maire de Paris du 30 mai 2011 portant règlement général des concours ;

Arrête :

Article premier. — Un concours externe et un concours interne pour l'accès au corps des préposé·e·s de la Ville de Paris seront ouverts à partir du 21 septembre 2020 (date de début des épreuves) et organisés, à Paris ou en proche banlieue pour 20 postes.

Art. 2. — La répartition des postes est fixée comme suit :

- concours externe : 13 postes ;
- concours interne : 7 postes.

Art. 3. — Les candidat·e·s pourront s'inscrire par internet sur www.paris.fr/recrutement du 2 juin au 10 juillet 2020 inclus.

Pendant cette même période, les dossiers d'inscription pourront également être retirés et déposés contre la remise d'un accusé de réception à l'accueil du Bureau du recrutement 2, rue de Lobau, 75004 Paris, pendant les horaires d'ouverture (de 9 h à 17 h, excepté les samedis, dimanches et jours fériés). Les demandes d'inscription devront obligatoirement être établies au moyen des dossiers de candidature propres à chaque concours et délivrés par la Ville de Paris.

Les demandes de dossiers adressées par voie postale devront être accompagnées d'une enveloppe, format 32 x 22,5 cm libellée aux nom et adresse du/de la candidat-e et affranchie au tarif en vigueur pour 250 g. Seuls seront pris en compte les dossiers d'inscription complets et renvoyés ou déposés pendant la période d'inscription (délai de rigueur, le cachet de la Poste ou du Bureau du recrutement faisant foi).

Art. 4. — La composition du jury sera fixée par un arrêté ultérieur.

Art. 5. — La Directrice des Ressources Humaines est chargée de l'exécution du présent arrêté.

Fait à Paris, le 21 avril 2020

Pour la Maire de Paris
et par délégation,
La Sous-Directrice des Compétences
Céline LAMBERT

PRÉFECTURE DE POLICE

TRANSPORT - PROTECTION DU PUBLIC

Arrêté n° 2020 T 10988 modifiant, à titre provisoire, les règles de stationnement boulevard de la Bastille, à Paris 12^e.

Le Préfet de Police,

Vu le Code général des collectivités territoriales et notamment les articles L. 2213-1, L. 2213-2 et L. 2512-14 ;

Vu le Code de la route et notamment les articles R. 110-2, R. 411-25 et R. 417-10 ;

Vu l'arrêté préfectoral n° 2017-00801 du 24 juillet 2017 relatif aux sites énoncés au II de l'article L. 2512-14 du Code général des collectivités territoriales ;

Considérant que le boulevard de la Bastille, dans sa partie comprise entre le quai de la Rapée et la rue de Bercy, à Paris dans le 12^e arrondissement, relève de la compétence du Préfet de Police conformément aux dispositions de l'arrêté préfectoral du 24 juillet 2017 susvisé ;

Considérant qu'il est nécessaire d'assurer la sécurité et le bon déroulement du chantier pendant la durée des travaux de réfection de la cage d'escalier de l'immeuble situé au n° 4, boulevard de la Bastille, à Paris dans le 12^e arrondissement (durée prévisionnelle des travaux : jusqu'au 25 juillet 2020) ;

Sur proposition du Directeur des Transports et de la Protection du Public ;

Arrête :

Article premier. — A titre provisoire, le stationnement est interdit BOULEVARD DE LA BASTILLE, 12^e arrondissement, au droit du n° 4, sur 2 places de stationnement payant.

Tout stationnement d'un véhicule en infraction avec cette interdiction est considéré comme gênant.

Art. 2. — La mesure édictée par le présent arrêté est applicable jusqu'à la fin des travaux et la dépose de la signalisation.

Art. 3. — Le Directeur des Transports et de la Protection du Public, le Directeur de l'Ordre Public et de la Circulation, la Directrice de la Sécurité de Proximité de l'Agglomération Parisienne de la Préfecture de Police, la Directrice de la Voirie et des Déplacements et le Directeur de la Prévention, de la Sécurité et de la Protection de la Ville de Paris sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au « Bulletin Officiel de la Ville de Paris ».

Fait à Paris, le 20 avril 2020

Pour le Préfet de Police
et par délégation,
*Le Sous-Directeur des Déplacements
et de l'Espace Public*
Stéphane JARLÉGAND

Arrêté n° 2020 T 10996 modifiant, à titre provisoire, les règles de stationnement et de circulation dans certaines voies ou portions de voies, à Paris.

Le Préfet de Police,

Vu la loi n° 2020-290 du 23 mars 2020 d'urgence pour faire face à l'épidémie de Covid-19 ;

Vu le Code de la santé publique, et notamment l'article L. 3131-1 ;

Vu le Code pénal et notamment son article R. 610-5 ;

Vu le Code général des collectivités territoriales et notamment l'article L. 2512-13 ;

Vu le Code de la route et notamment les articles R. 411-8, R. 411-25, R. 411-26 et R. 417-10 ;

Vu le décret n° 2020-293 du 23 mars 2020 modifié prescrivant les mesures générales nécessaires pour faire face à l'épidémie de Covid-19 dans le cadre de l'état d'urgence sanitaire ;

Vu l'arrêté n° 2017-12620 du 15 décembre 2017 réglementant le stationnement payant de surface et déterminant les modalités de stationnement payant de surface des voies parisiennes ;

Considérant dès lors, qu'il convient de prendre les mesures pour enrayer la propagation de l'épidémie de Covid-19 en facilitant les tests de dépistage ;

Considérant que l'installation d'un « Drive in » de dépistage dans certaines voies ou portions de voies, à Paris, répond à l'objectif précité en permettant de limiter les contacts entre les personnes ;

Considérant dès lors, qu'il convient de prendre des mesures restrictives de stationnement pouvant être complétées le cas échéant de mesures d'interdiction de circulation, le long du « Drive in », en faveur des seules personnes autorisées en lien avec l'activité de test de dépistage ;

Sur proposition du Directeur des Transports et de la Circulation ;

Arrête :

Article premier. — Pour faciliter et réserver l'accès aux personnes autorisées aux « Drive in » de dépistage du Covid-19, le stationnement est interdit, de même que la circulation si les circonstances le nécessitent, aux véhicules dans les voies ou portions de voies précisées respectivement aux annexes n° 1 et n° 2 du présent arrêté.

La circulation des piétons est également interdite sur le trottoir adjacent à la zone de stationnement interdite.

Art. 2. — Les mesures de l'article 1^{er} ne s'appliquent pas aux personnels des laboratoires chargés des prélèvements, aux personnes dont la présence est nécessaire au bon fonctionnement du « Drive in », ni aux personnes venant effectuer un test sous réserve de détenir un rendez-vous et/ou une prescription médicale.

Art. 3. — Tout stationnement d'un véhicule en infraction avec l'interdiction du présent arrêté est considéré comme gênant. Tout piéton en circulation sur le trottoir est passible d'une sanction de 1^{re} classe.

Art. 4. — Le présent arrêté est applicable, à compter du jour de son affichage dans les Mairies d'arrondissement concernées et de sa publication et ce, jusqu'à la dépose de la signalisation correspondant à sa mise en œuvre durant toute la période de crise sanitaire instaurée par la loi du 23 mars susvisée. Ses dispositions suspendent toutes dispositions contraires antérieures et s'appliquent jusqu'à la dépose de la signalisation.

Art. 5. — Sont abrogés les arrêtés suivants :

— l'arrêté préfectoral n° 2020 T 10960 du 3 avril 2020 modifiant, à titre provisoire, les règles de stationnement de la PLACE JOFFRE, à Paris 7^e ;

— l'arrêté préfectoral n° 2020 T 10967 du 6 avril 2020 modifiant, à titre provisoire, les règles de stationnement AVENUE MATHURIN MOREAU, à Paris 19^e.

Art. 6. — Le Directeur des Transports et de la Protection du Public, le Directeur de l'Ordre Public et de la Circulation, la Directrice de la Sécurité de Proximité de l'Agglomération Parisienne de la Préfecture de Police, la Directrice de la Voirie et des Déplacements et le Directeur de la Prévention, de la Sécurité et de la Protection de la Mairie de Paris sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au « Bulletin Officiel de la Ville de Paris ».

Fait à Paris, le 21 avril 2020

Pour le Préfet de Police
et par délégation,

*Le Sous-Directeur des Déplacements
et de l'Espace Public*

Stéphane JARLÉGAND

Annexes 1 et 2 : listes des voies ou tronçons de voies concernés.

Annexe 1 : liste des voies ou tronçons de voies prévues à l'article 1^{er}

Arrdt	Désignation	Dénomination	Délimitation de la voie	Côté
7	Place	Joffre	Entre avenue de la Bourdonnais, à Paris 7 ^e et avenue de Suffren, à Paris 7 ^e et 15 ^e	Pair
11	Avenue	Mathurin Moreau	Au droit du n° 54 bis sur 4 places de stationnement payant	—
15	Rue	Vaugirard	Au droit du n° 234, sur une place de stationnement payant	—

Annexe 2 : liste des voies ou tronçons de voies prévues à l'article 1^{er}

Arrdt	Désignation	Dénomination	Délimitation de la voie	Côté
NEANT				

Arrêté n° 2020 P 10901 modifiant l'arrêté n° 2019 P 16716 portant interdiction d'arrêt et/ou de stationnement sauf aux véhicules affectés aux services de Police aux abords du commissariat du 13^e arrondissement, à Paris.

Le Préfet de Police,

Vu le Code général des collectivités territoriales et notamment les articles L. 2213-1, L. 2213-2, L. 2213-3 et L. 2512-14 ;

Vu le Code de la route et notamment les articles R. 110-2, R. 411-25, R. 417-10 ;

Vu l'arrêté préfectoral n° 2017-00801 du 24 juillet 2017 relatif aux sites énoncés au II de l'article L. 2512-14 du Code général des collectivités territoriales ;

Vu l'arrêté préfectoral n° 2019 P 16716 du 9 septembre 2019 portant interdiction d'arrêt et/ou de stationnement sauf aux véhicules affectés aux services de Police aux abords du commissariat du 13^e arrondissement, à Paris ;

Considérant que les rues Philippe de Champagne et Coypel, dans leurs parties comprises entre la rue Primatice et le boulevard de l'Hôpital, ainsi que le boulevard de l'Hôpital et la rue Primatice, dans leurs parties comprises entre les rues Philippe de Champagne et Coypel, à Paris dans le 13^e arrondissement, relèvent de la compétence du Préfet de Police conformément aux dispositions de l'arrêté préfectoral du 24 juillet 2017 susvisé ;

Considérant que pour des raisons de bon fonctionnement des services municipaux, il est apparu nécessaire de réserver aux véhicules qui leurs sont affectés des emplacements de stationnement rue Philippe de Champagne au plus près de l'accès à la Mairie du 13^e arrondissement ;

Sur proposition du Directeur des Transports et de la Protection du Public ;

Arrête :

Article premier. — L'article 1^{er} de l'arrêté du 9 septembre 2019 susvisé, est ainsi modifié :

« Des emplacements sont réservés au stationnement et/ou à l'arrêt des véhicules de service public affectés à la Police, RUE PHILIPPE DE CHAMPAGNE, 13^e arrondissement :

- entre le n° 2 et le n° 6, sur 8 places ;
- au droit du n° 3, sur une place ».

Art. 2. — Des emplacements sont réservés au stationnement et/ou à l'arrêt des véhicules de service public affectés à la Mairie de Paris (véhicules municipaux) RUE PHILIPPE DE CHAMPAGNE, 13^e arrondissement, entre le n° 1 et le n° 3, sur 5 places.

Art. 3. — Le Directeur des Transports et de la Protection du Public, le Directeur de l'Ordre Public et de la Circulation, la Directrice de la Sécurité de Proximité de l'Agglomération Parisienne de la Préfecture de Police, la Directrice de la Voirie et des Déplacements et le Directeur de la Prévention, de la Sécurité et de la Protection de la Ville de Paris sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au « Bulletin Officiel de la Ville de Paris ».

Fait à Paris, le 20 avril 2020

Pour le Préfet de Police
et par délégation,

*La Sous-Préfète,
Directrice Adjointe du Cabinet*

Frédérique CAMILLERI

Arrêté n° 2020 P 10973 interdisant la circulation à tous les véhicules sauf aux véhicules de secours et aux cycles le long de l'hôpital Lariboisière boulevard de la Chapelle, à Paris 10^e.

Le Préfet de Police,

Vu le Code général des collectivités territoriales et notamment les articles L. 2213-1, L. 2213-2 et L. 2512-14 ;

Vu le Code de la route et notamment les articles R. 411-25 et R. 411-26 ;

Vu l'arrêté préfectoral n° 2017-00801 du 24 juillet 2017 relatif aux sites énoncés au II de l'article L. 2512-14 du Code général des collectivités territoriales ;

Considérant que le boulevard de la Chapelle, dans sa partie comprise entre les rues Guy Patin et de Maubeuge, à Paris dans le 10^e arrondissement, relève de la compétence du Préfet de Police conformément aux dispositions de l'arrêté préfectoral du 24 juillet 2017 susvisé ;

Considérant qu'il convient de faciliter l'accessibilité des véhicules de secours à l'hôpital Lariboisière sis 2, rue Ambroise Paré, à Paris dans le 10^e arrondissement, dont la façade Nord est implantée sur la partie du boulevard de la Chapelle comprise entre les rues Guy Patin et de Maubeuge, en conservant la continuité cyclable ;

Considérant dès lors, que la circulation doit être interdite aux autres véhicules le long de cette façade ;

Sur proposition du Directeur des Transports et de la Protection du Public ;

Arrête :

Article premier. — La circulation est interdite à tous les véhicules sur la voie de droite du BOULEVARD DE LA CHAPELLE, depuis la RUE GUY PATIN vers et jusqu'à la RUE DE MAUBEUGE, 10^e arrondissement.

Toutefois cette disposition n'est pas applicable aux véhicules de secours et aux cycles.

Art. 2. — Le Directeur des Transports et de la Protection du Public, le Directeur de l'Ordre Public et de la Circulation, la Directrice de la Sécurité de Proximité de l'Agglomération Parisienne de la Préfecture de Police, la Directrice de la Voirie et des Déplacements et le Directeur de la Prévention, de la Sécurité et de la Protection de la Ville de Paris sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au « Bulletin Officiel de la Ville de Paris ».

Fait à Paris, le 21 avril 2020

Pour le Préfet de Police
et par délégation,

*Le Sous-Directeur des Déplacements
et de l'Espace Public*

Stéphane JARLÉGAND

COMMUNICATIONS DIVERSES

LOGEMENT ET HABITAT

Autorisation de changement d'usage, avec compensation, d'un local d'habitation situé 5, avenue Montaigne, à Paris 8^e.

Décision n° 20-45 :

Vu les articles L. 631-7 et suivants du Code de la construction et de l'habitation ;

Vu la demande en date du 27 septembre 2017, par laquelle GENERALI VIE sollicite l'autorisation d'affecter à un autre usage que l'habitation (commerce) le local de 4 pièces principales d'une surface totale de **109,70 m²**, situé au rez-de-chaussée, lot 1, bâtiment 1, sur rue, 1^{re} porte à gauche sous la porte cochère, dans l'immeuble sis 5, avenue Montaigne, à Paris 8^e ;

Vu la compensation proposée consistant en la conversion en logements sociaux de deux locaux à un autre usage d'une surface totale réalisée de **112,20 m²**, situés au rez-de-chaussée, bâtiments 2 et 3, dans l'immeuble sis 26 et 26 bis, rue de Saint-Pétersbourg — 73, rue d'Amsterdam, à Paris 8^e ;

	Adresse	Etage	Typologie	Identifiant	Superficie
<u>Transformation</u> Propriétaire : GENERALI VIE	5, avenue Montaigne Paris 8 ^e	RDC	T4	1	109,70 m ²
Superficie totale de la transformation					109,70 m ²
<u>Compensation</u> <u>hors arrondissement</u> (logement social) Propriétaire : Elogie- SIEMP	26 et 26 bis, rue Saint- Pétersbourg 73, rue d'Amsterdam, Paris 8 ^e	Bât. 2 Hall 3 RDC	T4 (duplex)	36	72,10 m ²
		Bât 3 Hall 4 RDC	T2	38	40,10 m ²
Superficie totale réalisée de la compensation					112,20 m ²

Vu l'avis du Maire d'arrondissement en date du 26 octobre 2017 ;

L'autorisation n° 20-45 est accordée en date du 3 mars 2020.

Autorisation de changement d'usage, avec compensation, d'un local d'habitation situé 21, rue François 1^{er}, à Paris 8^e.

Décision n° 20-47 :

Vu les articles L. 631-7 et suivants du Code de la construction et de l'habitation ;

Vu la demande en date du 30 juin 2017, par laquelle GROUPAMA GAN sollicite l'autorisation d'affecter à un autre usage que l'habitation (bureaux) le local d'une surface totale de **46,40 m²**, situé au rez-de-chaussée, lot 1 du bâtiment A sur rue sis 21, rue François 1^{er}, à Paris 8^e ;

Vu la compensation proposée consistant en la conversion en logements sociaux d'un local à un autre usage d'une surface totale réalisée de **54,80 m²**, situé au rez-de-chaussée, lot 1 (T2 duplex) du bâtiment 1, sis 26 bis, rue de Saint-Pétersbourg, 73, rue d'Amsterdam à Paris 8^e ;

	Adresse	Bâtiment	Etage	Typologie	Identifiant	Superficie
<u>Transformation</u> Propriétaire : GROUPAMA GAN VIE	21, rue François 1 ^{er} à Paris 8 ^e	A (sur rue)	RDC	T2	Loge (lot n° 1)	46,40 m ²
<u>Compensation</u> <u>dans</u> <u>l'arrondissement</u> (logement social) Propriétaires : ELOGIE SIEMP	26-26 bis, rue de Saint- Pétersbourg/ 73, rue d'Amsterdam, Paris 8 ^e	Bât 1 Hall 1	RDC	T2 duplex	n° 1	54,80 m ²

Vu l'avis du Maire d'arrondissement en date du 20 juillet 2017 ;

L'autorisation 20-47 est accordée en date du 3 mars 2020.

Autorisation de changement d'usage, avec compensation, d'un local d'habitation situé 14-16, boulevard Malesherbes, à Paris 8^e.

Décision n° 20-48 :

Vu les articles L. 631-7 et suivants du Code de la construction et de l'habitation ;

Vu la demande en date du 30 mai 2017, par laquelle la société WESTINVEST GESELLSCHAFT FÜR INVESTMENTFONDS MBH sollicite l'autorisation d'affecter à un autre usage que l'habitation (bureau), 3 locaux T3, T1 et T4 d'une surface totale de **199,10 m²**, situés aux rez-de-chaussée, 1^{er} et 2^e étages, lots 1, 2 et 3 dans l'immeuble sis 14-16, boulevard Malesherbes, à Paris 8^e ;

	Adresse	Etage	Typologie	Identifiant	Superficie
<u>Transformation</u> Propriétaire : WESTINVEST GESELLSCHAFT FÜR INVESTMENT- FONDS MBH, représentée par DEKA IMMOBILIEN	14-16 boulevard Malesherbes Paris 8 ^e	Rdc	duplex T3	1	69,20 m ²
		Rdc et 1 ^{er}	duplex T1	2	44,00 m ²
		Rdc 1 ^{er} 2 ^e	triplex T4	3	85,90 m ²
Superficie totale de la transformation					199,10 m²

Vu la compensation proposée consistant en la conversion en logements sociaux de 4 locaux à un autre usage d'une surface totale réalisée de **216,72 m²**, situés :

– 26, rue de Saint-Pétersbourg / 73, rue d'Amsterdam, à Paris 8^e : deux locaux situés au rez-de-chaussée et 1^{er} étage d'une superficie totale de 110,20 m² ;

– 4, rue de Lille, à Paris 7^e : un local au 5^e étage d'une superficie de 106,52 m².

	Adresse	Bâtiment- Etage	Typologie	Identifiant	Superficie
<u>Compensation dans l'arrondissement</u> (logt social) Propriétaire : ELOGIE SIEMP	26 et 26 bis, rue de Saint- Pétersbourg 73, rue d'Amsterdam, Paris 8 ^e	Bât 1 – hall 1 Rdc	T2 duplex	n° 2	54,10 m ²
		Bât 4 – hall 5 1 ^{er} étage	T2	n° 45	56,10 m ²
Superficie réalisée 26 et 26 bis, rue de Saint-Pétersbourg 73, rue d'Amsterdam, Paris 8 ^e					110,20 m ²
<u>Compensation hors arrondissement</u> (logt social) Propriétaire : ELOGIE SIEMP	4, rue de Lille Paris 7 ^e	Bât U, 5 ^e étage	T4	16 (ex 51)	106,52 m ²
Superficie totale réalisée de la compensation					216,72 m²

Vu l'avis du Maire d'arrondissement en date du 13 juillet 2017 ;

L'autorisation n° 20-48 est accordée en date du 4 mars 2020.

Autorisation de changement d'usage, avec compensation, d'un local d'habitation situé 20, rue Saint-Pétersbourg, à Paris 8^e.

Décision n° 20-59 :

Vu les articles L. 631-7 et suivants du Code de la construction et de l'habitation ;

Vu la demande en date du 24 janvier 2018, par laquelle la SCI CRN sollicite l'autorisation d'affecter à un autre usage que l'habitation (bureaux) le local de 8-9 pièces principales d'une

surface totale de **219,20 m²**, situé au 3^e étage, porte unique, bâtiment sur rue, de l'immeuble sis 20, rue de Saint-Pétersbourg, à Paris 8^e ;

Vu la compensation proposée consistant en la conversion en logements sociaux de 2 locaux à un autre usage d'une surface totale réalisée de **228,81 m²**, situés :

– 26, rue de Saint-Pétersbourg / 73, rue d'Amsterdam, à Paris 8^e : 3 locaux situés au 2^e étage d'une superficie totale de 120,30 m² (2 T1bis et 1 T2, respectivement de 40,20, 34,60 et 45,50 m²) ;

– 4, rue de Lille, à Paris 7^e : un local situé au 3^e étage d'une superficie de 108,51 m².

	Adresse	Etage	Typologie	Identifiant	Superficie
<u>Transformation</u> Propriétaire : S.C.I CRN	20, rue de Saint- Pétersbourg /73, rue d'Amsterdam, à Paris 8 ^e	R+3	T9	Sur rue	219,20
Superficie totale de la transformation					219,20 m²
<u>Compensation dans l'arrondissement</u> (logt social) Propriétaire : ELOGIE SIEMP	26 – 26 bis rue de Saint- Pétersbourg, à Paris 8 ^e	R+2	T1 bis	11	40,20
			T1 bis	13	34,60
			T2	14	45,50
TOTAL					120,30
<u>Compensation hors arrondissement</u> (logt social) Propriétaire : ELOGIE SIEMP	4, rue de Lille, à Paris 7 ^e	R+3	T4	n° logement 31 lot 10	108,51
Superficie totale réalisée de la compensation					228,81 m²

Vu l'avis du Maire d'arrondissement en date du 7 mars 2018 ;

L'autorisation n° 20-59 est accordée en date du 4 mars 2020.

Autorisation de changement d'usage, avec compensation, d'un local d'habitation situé 18, rue Washington, à Paris 8^e.

Décision n° 20-183 :

Vu les articles L. 631-7 et suivants du Code de la construction et de l'habitation ;

Vu la demande en date du 30 juin 2017 par laquelle la société GROUPAMA GAN VIE sollicite l'autorisation d'affecter à un autre usage que l'habitation (bureaux) le local de quatre pièces principales d'une surface totale de **76,20 m²** situé rez-de-chaussée et mezzanine, de l'immeuble sis 18, rue Washington, à Paris 8^e ;

Vu la compensation proposée consistant en la conversion en logement social d'un local à un autre usage d'une surface totale réalisée de **80,40 m²**, T4 n° 37 situé rez-de-chaussée et 1^{er} étage (duplex) du Bâtiment 02 – hall 03 de l'immeuble sis 26/26 bis, rue Saint-Pétersbourg – 73, rue d'Amsterdam, à Paris 8^e ;

Vu l'avis du Maire d'arrondissement en date du 11 septembre 2017 ;

L'autorisation n° 20-183 est accordée en date du 17 avril 2020.

POSTES À POURVOIR

Direction de l'Action Sociale, de l'Enfance et de la Santé. — Avis de vacance d'un poste d'infirmier (F/H).

Grade : Infirmier (cat. A).

Intitulé du poste : Infirmier-e diplômé-e d'état.

Localisation :

Direction de l'Action Sociale, de l'Enfance et de la Santé — Sous-Direction de la Santé — Bureau de l'Accès aux soins et des centres de santé — Centre de santé Épée de Bois, 3, rue de l'Épée de Bois, à Paris 5^e.

Contact :

Boris VETIER

Email : boris.vetier@paris.fr.

Tél. : 01 56 81 72 29.

La fiche de poste peut être consultée sur « Intraparis/postes vacants ».

Poste à pourvoir à compter du : 1^{er} juin 2020.

Référence : 53692.

Direction de la Démocratie, des Citoyen-ne-s et des Territoires. — Avis de vacance d'un poste d'attaché d'administrations parisiennes (F/H).

Service : Service « Politique de la Ville ».

Poste : Chargé-e de mission Éducation, Directeur-riche du GIP pour la réussite éducative à Paris.

Contact : Olivier ROQUAIN — Tél. : 01 42 46 70 96.

Référence : AT 20 53326.

Direction des Affaires Culturelles. — Avis de vacance de deux postes d'attaché d'administrations parisiennes (F/H).

1^{er} poste :

Restaurateur-riche du patrimoine, spécialisée en photographie.

Service : Sous-direction du Patrimoine et de l'Histoire — Atelier de Restauration et de Conservation des Photographies de la Ville de Paris.

Contact : Mme Agnès GALL-ORTLIK, cheffe de l'ARCP.

Tél. : 01 71 28 13 10.

Email : agnes.gall-ortlik@paris.fr.

Référence : attaché n° 53468.

2^e poste :

Responsable de l'ARCP (F/H).

Service : Atelier de Restauration et de Conservation des Photographies de la Ville de Paris (ARCP).

Contact : M. Pierre-Henry COLOMBIER.

Tél. : 01 42 76 83 30.

Référence : attaché n° 53473.

Direction de l'Urbanisme. — Avis de vacance d'un poste d'attaché d'administrations parisiennes (F/H).

Service : Service du Permis de Construire et du Paysage de la Rue (SPCPR) — Bureau Juridique (BJ).

Poste : Chargé-e de questions juridiques.

Contacts : Odile MICHELOT — Barbara PRETI.

Tél. : 01 42 76 22 96 — 01 42 76 31 79.

Référence : AT 20 53564.

Centre d'Action Sociale de la Ville de Paris. — Avis de vacance de deux postes d'attaché d'administrations parisiennes (F/H).

1^{er} poste : Juriste.

Localisation :

Service des Ressources Humaines, 5, boulevard Diderot, 5589 Paris Cedex 12.

Métro : Gare de Lyon ou Quai de la Rapée.

Le Centre d'Action Sociale de la Ville de Paris est un établissement public municipal dont la mission est de mettre en œuvre l'action sociale sur le territoire parisien. Il rassemble près de 6 200 agents, dispose d'un budget de 580 M € et assure la gestion de plus de 250 établissements.

Son organisation repose sur trois sous-directions métier (chargées respectivement des services aux personnes âgées, des interventions sociales, et de la solidarité et de la lutte contre l'exclusion) et deux sous-directions support (chargées respectivement des moyens, c'est-à-dire des achats, de la restauration, des travaux, et des systèmes d'information ; et des ressources humaines et financières).

Son autonomie statutaire positionne le service des ressources humaines sur des responsabilités de mise en place et de conception de la politique RH du CASVP. Cette particularité le distingue des services des ressources humaines des Directions de la Ville de Paris.

Le service des ressources humaines est avec le service des finances et du contrôle l'un des deux services placés sous l'autorité directe de la Directrice Adjointe du CASVP.

Présentation du service :

Appartenant à la Sous-direction des Ressources, le service des ressources humaines est composé de 120 agents. Il assure le recrutement, la formation, la rémunération, le suivi statutaire et la gestion des carrières des agents du Centre d'Action Sociale de la Ville de Paris.

Il comprend 7 bureaux, 5 missions et regroupe près de 120 collaborateurs dont 19 agents de catégories A, 47 catégorie B et 58 catégorie C. En outre, sont rattachés directement au chef de service et à son adjointe, les services de médecine de contrôle et de médecine préventive ainsi que les missions transversales. Le chef de service et son adjointe anime une équipe de 9 cadres. Prestataire de service des autres sous-directions, le service des ressources humaines accompagne les projets de modernisation, réorganisation et conduite du changement de l'établissement public.

Définition Métier :

Sous l'autorité du Chef de service et de son adjoint, le ou la candidat-e exerce le suivi et l'instruction de dossiers contentieux et précontentieux « ressources humaines », directement ou en liaison avec les différents conseils (avocats, experts...). A ce titre, il-elle est amené-e à rédiger les mémoires en défense ou à valider ceux rédigés par les Conseils du CASVP. Il-elle peut être amené à représenter l'Etablissement public lors des audiences devant les juridictions et suit l'exécution des décisions de justice.

Tout particulièrement, dans le cadre de son activité contentieuse, il-elle rédigera les mémoires en défense ou les requêtes portant sur les litiges opposant l'administration à ses personnels (notation, discipline, révocation, accident du travail...).

Il-elle est amené-e à garantir la légalité des actes de l'établissement public sur tous les volets en lien avec les ressources humaines (visa juridique sur les projets de délibérations, décisions, Conventions). Il-elle assure la veille juridique et réglementaire dans ce domaine pour l'établissement.

Il-elle assiste et Conseille les bureaux du SRH et les autres services du CASVP dans le cadre de l'expertise juridique et réglementaire des dossiers en lien avec les ressources humaines de l'établissement public. Il-elle participe, en tant que de besoin, à différents Comités Internes, groupes de travail au sein desquels il apporte son expertise juridique en veillant à proposer des solutions adaptées à la mission du CASVP et à ses contraintes de fonctionnement, dans l'intérêt de l'établissement et de ses personnels.

Il-elle anticipe les impacts des évolutions réglementaires et juridiques sur le statut des personnels du CASVP et sur leur activité.

Savoir-Faire :

- connaissances requises en droit public et droit du travail ;
- maîtrise de la gestion des contentieux (procédures, rédaction des mémoires, audiences) ;
- aptitude à l'activité de conseil (savoir analyser une situation, construire une réponse adaptée et concrète, savoir communiquer efficacement cette réponse) ;
- pédagogie afin de participer à la diffusion d'une culture juridique auprès des services.

Qualités requises :

Les qualités attendues du-de la candidat-e sont les suivantes :

- esprit de synthèse ;
- très bonnes qualités rédactionnelles ;
- sens du contact et capacité à savoir communiquer avec des interlocuteurs variés ;
- bonne expression orale ;
- respect des délais et capacité à travailler en urgence ;
- rigueur, autonomie, capacité d'analyse, réactivité, disponibilité.

Contact :

Les personnes intéressées par ce poste sont invitées à contacter :

Mme Sophie MUHL, Adjointe au Chef du Service des Ressources Humaines.

Email : sophie.muhl@paris.fr.

2^e poste :

Adjoint-e au Directeur des E.H.P.A.D. Julie SIEGFRIED et Furtado HEINE, chargé-e des ressources.

Localisation :

Groupe d'E.H.P.A.D. :

- Julie SIEGFRIED, 39, avenue Villemain, 75014 Paris – Tél. : 01 53 90 41 00 ;
- Furtado Heine, 5-7, rue Jacquier, 75014 Paris – Tél. : 01 45 45 43 67.

Métro Plaisance.

Présentation du service :

Le groupe comprend deux établissements d'hébergement pour personnes âgées dépendantes (E.H.P.A.D.) d'une capacité de 89 places pour Julie SIEGFRIED et de 129 places pour Furtado HEINE dont la mission principale est la prise en charge complète des personnes qui ne peuvent plus vivre seules de manière autonome. Ils comptent respectivement 79 et 113 agents budgétés.

Les services administratifs et les cadres de santé sont mutualisés.

Définition Métier :

L'adjoint-e au Directeur chargé-e des ressources fait partie de l'équipe de Direction. Il-elle est le responsable des services administratifs (ressources humaines, gestion, régie, admissions), des services techniques et services logistiques (lingerie, hôtellerie et accueil). Il-elle est secondé-e par des responsables de service et il-elle remplace ou représente le Directeur en son absence.

Activités principales :

L'adjoint-e au Directeur chargé-e des ressources participe au projet d'établissement, au projet social et à la démarche qualité, fixés dans le cadre de la loi 2002-2 du 2 janvier 2002 rénovant l'action sociale et médico-sociale.

Ces fonctions impliqueront des relations transversales avec le médecin coordonnateur et les équipes paramédicales, ainsi qu'avec le cadre hôtelier.

Il-elle s'assure :

Dans le domaine des ressources humaines :

- la gestion du pôle des ressources humaines avec notamment la responsabilité des recrutements contractuels déconcentrés (grades : IDE, aides-soignants, agents sociaux) ; avis concernant l'affectation à l'E.H.P.A.D. de fonctionnaires titulaires, propositions sur l'évolution des effectifs et des qualifications, organisation de l'accueil et du tutorat des stagiaires, la rédaction et la mise en œuvre du plan de formation, etc. ;
- du respect de l'application de la réglementation y compris en matière d'hygiène et de sécurité ;
- du suivi des effectifs ;
- de l'élaboration du plan de formation et le suivi du plan de formation ;
- de la mise en place et le suivi des tableaux de bord mensuels (intérim, heures supplémentaires, absentéisme...) la gestion administrative (élaboration des tableaux de bord, suivi des plannings des équipes) ainsi que l'encadrement de l'équipe administrative.

Dans le domaine budgétaire :

- préparation et suivi du budget de fonctionnement ainsi que proposition des demandes à inscrire en investissement ;
- de l'élaboration du plan d'équipement.

Dans le domaine des travaux :

- de la mise en œuvre et suivi de l'ensemble des marchés de travaux ;

- de l'élaboration du plan de travaux et du plan d'investissement ;
- de la bonne réalisation des projets mis en œuvre.

Dans le domaine hôtelier :

- du respect du cahier des charges des marchés (marchés transversaux utilisés par toutes les unités de gestion du CASVP, lingerie, fournitures et services) pour assurer le bon fonctionnement de l'établissement ;
- de la qualité de la prestation fournie aux résidents.

Dans le domaine des admissions et du service social :

- du bon suivi administratif des résidents accueillis ;
- du suivi social et des démarches nécessaires pour recouvrer les droits sociaux.

Dans le domaine de la régie :

- du respect des procédures notamment celles concernant les successions ;
- du contrôle de l'activité de régie (encaissements des recettes de l'établissement, gestion de tous les dépôts et des valeurs comptables) en lien avec la cellule régie du CASVP.

Autres activités :

Le responsable des ressources met en place des groupes de travail pour améliorer l'organisation et le fonctionnement de ses services et participe aux différentes réunions institutionnelles (réunions Direction/équipe médicale, Direction/services etc...).

Savoir-Faire :

- aptitude à la gestion et à la conduite de projets ;
- gestion de réunion avec relevés de décisions et suivis ;
- expérience dans le management des équipes ;
- esprit d'organisation et d'initiative ;
- maîtrise des outils bureautiques informatiques (Word, Excel, Powerpoint) et Outlook.

Qualités requises :

- sens des relations humaines ;
- qualités rédactionnelles ;
- conscience professionnelle, tact et discrétion, ponctualité, probité et désintéressement ;
- sens des responsabilités ;
- aptitude à l'encadrement ;
- compétences à impulser un esprit d'équipe et à motiver les agents ;
- qualités relationnelles, de communication et de négociation ;
- intérêt pour le champ médico-social concernant la population des personnes âgées ;
- disponibilité.

Contact :

Les personnes intéressées sont invitées à prendre contact avec :

– Mme Anita ROSSI, Directrice par intérim du groupe « E.H.P.A.D. Furtado Heine, E.H.P.A.D. Julie Siegfried ».

Tél. : 01 53 90 41 16 (secrétariat de Direction) ou 01 53 90 41 00 (accueil).

Email : anita.rossi@paris.fr.

Et à transmettre leur candidature à la :

Sous-Direction des Ressources, Service des Ressources Humaines, Bureau de gestion des personnels administratifs, sociaux, techniques et du titre IV, 5, boulevard Diderot, 75012 Paris.

Caisse des Écoles du 13^e arrondissement. – Avis de vacance d'un poste de catégorie C – Adjoint Technique, spécialité Restauration (F/H).

Placé-e sous l'autorité du responsable de cuisine, il-elle assure la préparation des repas, ainsi que l'entretien des locaux et du matériel.

Rapide et consciencieux, il-elle doit savoir lire et écrire le français afin de pouvoir respecter les règles d'hygiène et de sécurité affichées.

Conditions particulières :

Niveau CAP ou BEP cuisine – Expérience de 4 ans en restauration collective exigée.

Poste à pourvoir à compter du 25 juin 2020.

Temps de travail :

35 heures par semaine de 7 h à 14 h 30.

Localisation :

Cuisines du 13^e arrondissement.

Recrutement par voie statutaire ou contractuelle.

Les candidatures (CV + lettre de motivation + photo) sont à transmettre par mail à sylvie.viel@cde13.fr.

Caisse des Écoles du 15^e arrondissement. – Avis de vacance d'un poste de catégorie C – Gestionnaire Ressources Humaines (F/H).

Présidée par le Maire d'arrondissement, la Caisse des Écoles est un établissement public qui gère la restauration scolaire des établissements du 15^e arrondissement de Paris. Elle est chargée de produire environ 12 000 repas par jour en liaison chaude. Elle compte 300 agents répartis sur 37 points de restauration et le siège.

Au sein d'une équipe de 3 personnes, le-la gestionnaire aura comme principales missions :

- l'élaboration de la paie (saisie des éléments variables et leur contrôle, les charges sociales, mandatement, établissement des bordereaux mensuels et trimestriels) ;
- la gestion des absences, des accidents du travail/arrêts de maladie, du dossier chômage, du dossier retraite ;
- la participation à l'élaboration des arrêtés, contrats de travail et avenants ;
- le conseil statutaire auprès des agents ;
- la veille réglementaire ;
- et devra contribuer à la modernisation des procédures du service RH.

Poste à pourvoir très rapidement.

Contact : Mme Léa TOPAL, responsable des ressources humaines, Caisse des Écoles du 15^e, 154, rue Lecourbe, 75015 Paris.

Email : recrutement@cde15.fr.

Le Directeur de la Publication :

Frédéric LENICA